

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDD-16: JEUDI 15 MAI 2008

Jeudi, le Segment de haut niveau de la CDD-16 a engagé des dialogues avec les représentants des organismes internationaux et des Grands groupes, le matin, et a poursuivi l'examen de "la voie à suivre" l'après-midi.

SEGMENT DE HAUT NIVEAU

DIALOGUE AVEC LES ORGANISMES DES NATIONS UNIES:

Le président de la CDD, Nhema, présidait la séance. Michel Jarraud, secrétaire général de l'OMM, a déclaré que le changement climatique est un facteur critique qui affecte la sécurité climatique. Achim Steiner, directeur exécutif du PNUE, a souligné le besoin de stratégies à court et long termes, ainsi que d'efforts concertés pour la concrétisation de la sécurité alimentaire, en particulier, pour les plus pauvres, et d'interconnexions. Luc Gnacadja, secrétaire exécutif de la CLD, a appelé à forger une "coalition terrestre" effective qui puisse bâtir sur les synergies entre les diverses entités des Nations Unies, et a promis que la CLD se tienne prête à se joindre à tout partenariat des Nations Unies. Andrey Pirogov (OMS) a déclaré que la santé et le bien-être sont au centre du développement durable, et que l'OMS est engagé à protéger la population mondiale contre les effets de l'érosion environnementale. Olav Kjørven, administrateur adjoint du PNUE, a signalé qu'il existe de nombreux systèmes d'alerte précoce, mais que la totalité de leur signification est mal comprise, et a mis en relief le besoin de déterminer une focalisation appropriée sur l'impact.

Deborah Saidy (WFP) a mis l'accent sur le besoin de mesures à court et à long termes pour faire face à la crise alimentaire. Pour le renforcement de la coopération interinstitutionnelle régionale, Alioune Badiane (ECA) a proposé: l'amélioration des mécanismes d'échange d'informations, la création de partenariats interinstitutionnels et autres pour la diffusion des technologies; et la garantie de l'investissement de ressources suffisantes. Axumite Gebre-Egziabher (ONU-Habitat) a déclaré que le développement durable requiert une urbanisation viable, qui à son tour requiert une gestion durable des terres. Kseniya Lvovsky (Banque mondiale) a donné un aperçu du travail du Groupe de la Banque sur le développement durable dans le cadre du changement climatique. Cheryl Morden (FIDA) et la CHINE ont décrit leurs travaux dans le domaine du développement agricole, en particulier, en Afrique. Julia Marton-Lefevre, directrice générale de l'UICN, a parlé du besoin: d'une action sur le terrain; d'une infrastructure de base et de services, fondée sur l'écosystème; d'une réforme de la gouvernance; et de dialogue. Elle a noté que la seconde génération de biocombustibles présente de grandes opportunités.

La Slovaquie, au nom de l'UE, a appelé à des synergies et à la livraison des contributions des donateurs sur la base du Cadre de travail de Paris, et a déclaré qu'elle est engagée à renforcer le mandat et les procédures de la CDD. La FRANCE a pris l'engagement de doubler son aide alimentaire en 2008, à hauteur de 100 millions de dollars.

La NAMIBIE a déclaré que le système des Nations Unies devrait avoir une approche cohérente et intégrée dans le soutien des pays en développement à la réalisation de la sécurité alimentaire. Le SENEGAL a souligné le besoin d'un partenariat international et régional, et de trouver des voies et moyens de coordonner tous les efforts.

DIALOGUE AVEC LES GRANDS GROUPES: La représentante des FEMMES a déclaré que les agricultrices ont besoin de connaissances supplémentaires et d'un accès aux services agricoles, et a attiré l'attention sur le taux élevé de suicide chez les agriculteurs. Le représentant des ENFANTS et des JEUNES a exhorté les gouvernements à encourager les jeunes à prendre des initiatives et à développer des ressources aquatiques accessibles aux jeunes. Le délégué des COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES a indiqué qu'elles sont lourdement touchées par le changement climatique. L'INDE a recommandé d'accorder aux femmes des droits de propriété, une voix politique et un pouvoir financier.

L'IRAN s'est enquis de la situation des personnes handicapées et des défis posés aux femmes et aux agriculteurs ruraux dans la lutte contre la désertification. Les ETATS-UNIS et l'IRLANDE ont souligné la valeur de leurs programmes ciblant les enfants et les jeunes. Le représentant des ONG a demandé: aux ministres africains pourquoi ils sont en train d'entreprendre une révolution "verte" et non "agricole", compte tenu du coût humain de la première en Asie; et, aux ministres de l'UE, un éclaircissement sur la cohérence des politiques agricoles de l'UE. Le délégué des AUTORITES LOCALES a déclaré que c'est au niveau local et avec le soutien du gouvernement et du secteur que la mise en application se produit le mieux. Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a recommandé de souligner, dans la Synthèse du président: les normes de travail et les principes fondamentaux de l'OIT; le lien entre la santé publique et la santé du travail; les défis posés par les VIH/SIDA; et la centralité du travail décent et des emplois verts.

Le MALAWI a souhaité avoir des orientations sur la manière dont les services de vulgarisation et la technologie pourraient être transférés à ses 1,6 million de petits agriculteurs, sans bouleverser le système. Le délégué des PAYS-BAS a déclaré que son pays entendait investir 50 millions d'euros, outre son APD, pour la revitalisation de l'agriculture. Le délégué des COMMERCE ET INDUSTRIE a proposé un cadre d'action en six points, englobant l'investissement dans la recherche et la technologie. Le représentant de la COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE a déclaré que, souvent, les connaissances ne parviennent pas aux bénéficiaires et a souligné le besoin de données. Le délégué des AGRICULTEURS a souligné le besoin de plans nationaux à long terme pour l'agriculture et d'un accès garanti aux ressources de la production, pour les agriculteurs, en particulier, la terre.

Le BRESIL a souligné l'importance de la propriété foncière pour les communautés autochtones. Le BENIN a appelé à des programmes d'aide d'urgence pour la résolution de la crise alimentaire. L'AFRIQUE DU SUD a appelé à la promotion de l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. L'UE a souligné le

besoin de renforcer les capacités techniques et l'accès des petits agriculteurs aux ressources, et d'adapter le système agricole au changement climatique.

LA VOIE A SUIVRE: Le président Nhema a présidé la continuation du Segment de haut niveau. Adou Mohamed Ali, deuxième secrétaire de la mission permanente de Djibouti, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a déclaré que la solution des défis posés au développement réside dans la revigoration de l'engagement de la communauté internationale. Il a appelé à un financement accru pour les Plans d'action nationaux et le transfert des technologies de la CLD. Josep Puxeu, secrétaire d'Etat de l'eau et des affaires rurales, ESPAGNE, a indiqué que la recherche, le développement et l'innovation qui apportent des solutions et améliorent la productivité et la durabilité doivent être soutenus. Nasser Pangandaman, secrétaire d'Etat chargé de la réforme agraire, PHILIPPINES, a souligné le besoin d'une volonté politique et de la collaboration. Batilda Burian, ministre d'Etat, vice président de l'office de l'environnement, TANZANIE, a souligné que la CDD offrait une plateforme pour l'examen critique des défis posés et pour tracer une voie à suivre collective. Luis Do Mota Liz, vice-ministre de l'urbanisation et de l'environnement, ANGOLA, a expliqué que son pays a affecté 500.000 hectares à la production des biocombustibles, ce qui va améliorer la situation de l'emploi.

Meena Gupta, secrétaire d'Etat, ministère de l'environnement et des forêts, INDE, a déclaré que les pays industrialisés doivent honorer leurs obligations relevant de la CLD et que les efforts d'adaptation des pays en développement doivent bénéficier d'un soutien financier. Romel Garcia Prado, vice-ministre de l'environnement et des ressources naturelles, GUATEMALA, a appelé à une recherche et à des projets pilotes dans le domaine des biocombustibles qui ne viennent pas concurrencer les sources alimentaires. Daniel Reifsnnyder, secrétaire d'Etat adjoint chargé de l'environnement et du développement durable, ETATS-UNIS, a mis l'accent sur la science et l'éducation, l'autonomisation des communautés locales et la livraison efficace des données et des outils.

Rolf Erikson, secrétaire d'Etat, ministère de l'agriculture, SUEDE, a suggéré: le traitement des prix élevés des produits alimentaires comme étant une opportunité et comme étant une menace; la conclusion du Round de Doha, avec moins de barrières commerciales; et, des recommandations concernant l'eau et l'assainissement à la CDD-17. Alcinda Abreu, ministre chargé de la coordination des affaires environnementales, MOZAMBIQUE, a souligné l'impact de la variabilité du climat sur la fertilité des sols et sur la productivité. Bradford Machila, ministre des terres, ZAMBIE, a déclaré qu'il attend avec impatience le parachèvement du Round de Doha.

Roberto Escalante Caceros, vice-ministre de l'environnement et des ressources naturelles, SALVADOR, a souligné l'importance d'une amélioration des stratégies de prévention des risques de catastrophes. Rokhaya Sene, directrice générale de la planification, SENEGAL, a déclaré que des politiques intégrées sont nécessaires pour la revitalisation des communautés économiques régionales et s'assurer de la sécurité alimentaire et pour améliorer les revenus et les services de base. Mary-Jeanne Adler, directrice du centre de gestion des situations d'urgence, ROUMANIE, a souligné le besoin d'améliorer le rôle des activités scientifiques dans le processus de la CLD. Faris Al-Junaidi, secrétaire général, ministère de l'environnement, JORDANIE, a souligné le besoin d'une responsabilité collective et d'une coopération internationale accrue. Janchivlamdan Choikhand, directeur, département de la coopération internationale, ministère de l'environnement et de la nature, MONGOLIE, a décrit le programme ceinture verte destiné à faire face à la désertification. L'ambassadeur Piragibe Tarrago, BRESIL, a encouragé le parachèvement du Round de Doha en 2008 et a souligné le besoin d'un investissement accru dans l'agriculture des pays en développement.

Essowé Ouro-Djeri, directeur du cabinet du ministère de l'environnement, du tourisme et des ressources forestières, TOGO, a mis l'accent sur les projets d'infrastructure et la production d'énergie durable. Lene Jensen, chef de département, ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, DANEMARK, a déclaré qu'en 2012, la CDD-20 sera une nouvelle occasion pour l'examen de la situation de l'eau et l'élaboration d'une vision pour l'après 2015 et les OMD, et que la CDD-17 apportera une contribution à la Conférence sur les changements climatiques à Copenhague. Illalkamar Ag Oumar, chef de cabinet, ministère de l'environnement et de l'assainissement, MALI, a indiqué que son pays a accepté d'être

assujéti au Mécanisme africain d'évaluation collégiale qui aura lieu en juin 2008 à Bamako, Mali. L'ambassadeur Onemola, représentant permanent adjoint du NIGERIA, a déclaré qu'une coopération est nécessaire pour la concrétisation des plans d'action et des programmes tels que le NPDA et le Plan stratégique de Bali pour l'appui technologique et le renforcement des capacités.

Peter Mauer, représentant permanent de la SUISSE, a souligné que les biocombustibles ont permis une réduction des gaz à effet de serre dans peu de cas seulement. L'ambassadeur Saviour Borg, MALTE, a indiqué que la baisse des taux de précipitations est en train d'affecter les récoltes et que le potentiel de l'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation est en cours d'exploration. Le représentant permanent, de CUBA, Rodrigo Malmierca, a déclaré que l'utilisation des semences de l'alimentation animale pour la production de biocombustibles devrait s'arrêter et que les grandes entreprises sont en train de tirer profit de la crise alimentaire actuelle. Le représentant permanent du PAKISTAN, Munir Akram, a mis l'accent sur le besoin d'une évolution vers un modèle de développement intégré qui combine l'ensemble des objectifs de développement approuvés à l'échelle internationale et qui est fondé sur les besoins nationaux, et a indiqué que son pays a entamé un projet de recherche pour élaborer un tel modèle.

Hjalmar Hannesson, représentant permanent d'ISLANDE, a parlé des efforts fournis par son pays dans le domaine de la conservation des sols et du résultat du forum international sur les sols, la société et les changements climatiques. Le chargé d'affaires d'INDONESIE, Adiyatwidi Adiwoso Asmady, a recommandé: de raviver la révolution verte avec l'attention d'utiliser les terres toujours de manière appropriée; d'établir un système mondial d'alerte précoce comme moyen de prévention de crises alimentaires futures; et de rendre compte des points de vue des Etats membres dans les recommandations du groupe de travail sur la crise alimentaire. Fernando Berquño, membre de la mission permanente du CHILI a souligné l'importance d'une focalisation des moyens d'exécution. Yukio Takasu, représentant permanent du JAPON, a déclaré qu'il est essentiel d'établir une politique alimentaire fondée sur la production nationale, et a suggéré de promouvoir les biocombustibles, de manière compatible avec la sécurité alimentaire.

Gilles Hoghès, représentant permanent de MONACO, a parlé du besoin de donner à la CDD et aux institutions spécialisées, telles que le PNUE et les Institutions de Bretton Woods, la volonté politique et les ressources dont ils ont besoin pour agir de manière appropriée. Solveiga Silkalna, représentante permanente de LETTONIE, a indiqué que la mise au point d'une seconde génération de biocombustibles devrait être explorée et que des études d'impact adéquates devraient être entreprises. Vitaly Churkin, représentant permanent de la FEDERATION DE RUSSIE, a déclaré que la crise alimentaire est une preuve des conséquences négatives possibles, pour la sécurité alimentaire, de la dépendance sur les biocombustibles.

PROJET DE DECISION DE L'AOSIS: Le délégué de l'AOSIS a introduit le projet de décision concernant l'Examen de l'application de la stratégie de Maurice pour le développement durable (E/CN.17/2008/L.3), a expliqué qu'il s'agit là d'une décision procédurale, rappelant celle qui a précédé, et a remercié les pays pour le large soutien en faveur de l'exclusivité de la Journée des PEID.

DANS LES COULOIRS

La CDD-16 arrivant à sa dernière journée, certaines statistiques remarquables ont émergé. Plus de 100 délégués de rang ministériel figureraient dans le décompte final, et près de 110 organisations de grands groupes sociaux ont envoyé plus d'un millier de représentants. Le nombre de conférenciers a dépassé 50, un record, selon les observateurs de la scène de la CDD. La richesse des brochures, posters, dépliants et autres matériaux sur les tables surchargées des couloirs a amené certains délégués à se demander s'ils ne pouvaient pas être donnés à des écoles et des collèges. Un délégué chevronné a rappelé que l'excédent des matériels de SMDM de 2002 à Johannesburg, avait été envoyé aux écoles et universités d'AFRIQUE DU SUD, au lieu d'être recyclé ou jeté à la poubelle.

Sauf imprévu, la partie II de la Synthèse du président, dans laquelle on entendait saisir les principaux points abordés au cours du Segment de haut niveau, serait disponible vendredi midi.

COMPTE RENDU FINAL DU ENB: Le numéro du Earth Negotiations Bulletin consacré au résumé final et analyse de la CDD-16 sera disponible en ligne à partir du lundi 19 mai 2008, à: <http://www.iisd.ca/csd/csd16/>